

9 mai 1988 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview de M. François Mitterrand, Président de la République, accordée à "Time Magazine" du 9 mai 1988, notamment sur la politique étrangère et le Front national.

QUESTION.- Qu'avez-vous appris au sujet du peuple français pendant cette campagne ?

- LE PRESIDENT.- J'ai été étonné de la grande quantité de jeunes partout dans les réunions et de l'impressionnant pourcentage de leur soutien. Cela est un fait nouveau parce que les jeunes sont ordinairement plutôt réservés à l'égard des partis politiques. Ils apportent en tout cas à nos débats une tonalité nouvelle, différente. Ils sont très sensibles à tout ce qui est droits de l'homme, tiers monde, culture, recherche scientifique, aventures de l'esprit, éducation nationale, formation professionnelle, égalité des chances, ils refusent les exclusions, et ces problèmes-là occultent les autres. Les données culturelles, esthétiques et sensibles ont pris le pas sur les raisonnements politiques.\

QUESTION.- Que doit-on penser du phénomène Le Pen ?

- LE PRESIDENT.- La majorité des Françaises et des Français qui votent pour le Front national pensaient déjà comme ils pensent aujourd'hui mais ils votaient pour le RPR du Premier ministre. Simplement, il y a eu une restructuration de la droite. Parce qu'en raison de ses obligations, le Premier ministre ne pouvait pas répondre autant que M. Le Pen aux aspirations et aux besoins de ces Français-là. Il se produit un phénomène analysé bien avant moi par des historiens et des sociologues depuis le début du siècle : là où il y a chômage grave et durable, on observe une poussée vers la droite nationaliste. Parmi les chômeurs, il y a beaucoup de personnes issues des classes moyennes, et lorsque les classes moyennes se prolétarisent, elles restent fidèles à leurs schémas culturels. Elles ne passent pas à gauche. Elles pourraient aller vers le parti communiste, non, elles vont vers l'extrême-droite. Là, elles retrouvent des gens exclus de tout, des chômeurs, ceux qui n'ont pas de logement ou trop étroits, ceux qui sont soumis à des transports épuisants, qui vivent dans des quartiers sales, entassés, démunis d'urbanisme, des mères et pères de famille qui ne savent pas comment faire garder leurs enfants parce qu'ils ont besoin de travailler. Conduits à des conditions désespérées, ils viennent de la gauche, mais ils votent Front national.

- QUESTION.- Est-ce un phénomène uniquement français, ou européen ?

- LE PRESIDENT.- Si vous assistiez en Europe à une recrudescence du chômage, alors le phénomène pourrait se généraliser.\

QUESTION.- Monsieur le Président, vous avez parlé d'élargir le cercle familial. Que vouliez-vous dire ?

- LE PRESIDENT.- Le parti socialiste est de très loin le premier parti de la gauche. Avec un scrutin majoritaire, comme c'est le cas en France actuellement, il peut obtenir la majorité absolue au Parlement. Mais dans les pays, aucun parti n'est majoritaire. Aujourd'hui on ne constate pas de véritable mouvement de la droite à la gauche ou vice-versa. Il faudra du temps avant que les choses changent. Quand je parle d'élargir, je ne raisonne pas sous forme d'arithmétique parlementaire. Non, je pense surtout à des personnalités représentatives du monde scientifique, de l'économie, de la fonction publique, du monde associatif, bref, des gens responsables mais différents des socialistes.

- QUESTION.- Cet élargissement, qu'est-ce que cela veut dire pour l'avenir de la cinquième République ?

... ..

- LE PRESIDENT.- Les numéros sont indifférents. Il serait inutile de dessiner les traits d'une sixième République. Il serait néfaste d'en revenir à la quatrième République. Ce qui compte, c'est la République. Avec celle que nous avons, nous pouvons faire ce qu'il faut.\

QUESTION.- Quelles seront vos priorités en matière de politique étrangère pour votre deuxième mandat ?

- LE PRESIDENT.- La paix et le désarmement. L'union européenne, c'est-à-dire l'achèvement de l'Europe économique et la mise sur pied d'une Europe politique. L'intensification de l'effort des grands pays industrialisés en faveur du tiers monde. J'encouragerai les Etats-Unis et l'URSS à poursuivre dans la voie du désarmement dans laquelle ils se sont enfin engagés et j'agirai de façon à hâter l'ouverture d'une négociation sur les armements conventionnels en Europe et je rappellerai que si la sécurité est fondée sur la dissuasion, celle-ci n'exige ni surenchère, ni redondance, comme je l'ai dit au sommet de l'OTAN et que réduire le surarmement là où il existe est le complément logique de cette stratégie.

- L'achèvement de l'Europe économique en 1992 ne doit pas se borner à la création d'une grande zone de libre-échange. Elle implique que se renforcent les politiques communes existantes et que soient créées des politiques nouvelles dans le domaine social, dans celui de la monnaie et de la recherche afin que le marché unique devienne un espace unifié donnant à l'Europe économique son identité propre. Nos relations avec les pays tiers seront marquées par l'ouverture et, bien entendu, la demande d'un traitement réciproque. L'Europe économique ne suffit pas. L'Europe sociale et l'Europe des citoyens, c'est-à-dire de la culture et de l'éducation, reste à construire. Je souhaite aussi que nous mettions enfin le cap sur l'Europe politique, ce qui permettra une défense commune. J'ai proposé, en ce sens, le renforcement des institutions européennes par l'allongement de la durée de la Présidence du Conseil européen et l'élargissement des compétences du Parlement européen.

- QUESTION.- La montée du Front national de Jean-Marie Le Pen a été très remarquée à l'étranger. Quel effet ceci pourrait-il avoir sur la politique étrangère de la France ?

- LE PRESIDENT.- Je comprends que, dans les pays attachés aux valeurs de pluralisme, de tolérance, de respect des minorités, on ait été frappé par la montée d'un mouvement qui récusé ces valeurs. Bien sûr, ces électeurs ont aussi manifesté une inquiétude face à l'avenir. L'achèvement de l'Europe économique et les adaptations qu'elle implique sont sans doute un élément de cette inquiétude. Mais la politique extérieure de la France n'est pas tributaire des aléas électoraux de tel ou tel parti. Elle s'ordonne autour de principes simples que mes prédécesseurs et moi-même avons fixés : indépendance nationale, construction de l'Europe, sécurité par un désarmement équilibré, solidarité avec les pays pauvres, droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Ces principes, dont le Président de la République est le garant, seront maintenus.\

QUESTION.- Pouvons-nous aborder la question des relations Est-Ouest et l'URSS et Glasnost, Perestroïka, et le Secrétaire général, M. Gorbatchev lui-même ? A quel point jugez-vous que ces phénomènes soient durables ?

- LE PRESIDENT.- L'accession de M. Gorbatchev au pouvoir n'a pas été un accident. Il a montré depuis trois ans déjà de grandes capacités d'homme d'Etat pour concevoir et entamer des réformes. Glasnost et Perestroïka seront-elles durables ? Pas plus que vous, je ne lis dans le marc de café. Mais il me semble que la population soviétique, dans sa majorité, ne souhaite pas un retour en arrière.

- QUESTION.- Nous avons beaucoup entendu parler du "pilier européen" de la défense occidentale. En quoi consistera-t-il, tangiblement, à votre sens ? Est-ce qu'un tel concept pourrait permettre, par exemple, le retrait des forces armées américaines de l'Europe ?

- LE PRESIDENT.- Certains pays européens ont entrepris de bâtir, au sein de l'Alliance atlantique à laquelle ils appartiennent, par une coopération de plus en plus étroite, un embryon de défense européenne commune. D'autres pays européens s'accommodent mieux, pour le moment, de la situation actuelle même si tous conçoivent qu'une Europe qui aura trouvé les voies de l'union politique devra, le moment venu, assurer sa propre défense. En maintenant des forces en

Europe, les Etats-Unis tiennent leurs engagements envers leurs alliés de l'OTAN et veillent en même temps à leurs intérêts mondiaux. Les progrès de la coopération européenne en matière de défense ne feraient pas disparaître les raisons de leur présence en Europe. Mais ce sera aux responsables américains de juger.

- QUESTION.- "L'Europe" a été un mot d'ordre pendant la campagne, et il semble exister un consensus en faveur de l'intégration politique et militaire, ainsi qu'économique. Cependant, certains intellectuels français ont fait remarquer que la question centrale a été, curieusement, écartée de la discussion. A savoir : quel est l'avenir du concept de l'Etat-nation, sur lequel ce continent se base depuis un siècle un quart ? Est-il voué à disparaître ? Ce débat - ce possible conflit - ne doit-il pas tôt ou tard être affronté ?

- LE PRESIDENT.- Il n'est pas en Europe, de nation, pour ancienne et glorieuse qu'elle soit, qui puisse maîtriser isolément sa croissance, sa monnaie et son emploi, ni atteindre par ses seules capacités nationales la modernité scientifique et technique. La manière la plus sûre de préserver nos acquis nationaux, nos façons d'être et de faire est de mettre en commun nos ressources, nos monnaies, notre savoir, nos industries, comme nous l'avons fait pour notre agriculture. La richesse de l'Europe est dans sa diversité. Les nations européennes ne se dissoudront pas dans l'Europe, au contraire. L'Europe est l'avenir de nos nations.\

QUESTION.- On dit que vous souhaitez un engagement nouveau à l'égard du tiers monde et de la solution du douloureux dilemme Nord-Sud. Allez-vous prendre des initiatives précises à cet égard ?

- LE PRESIDENT.- Je partirai d'abord d'un constat : le fossé entre les pays riches et les pays pauvres ne se résorbe pas, il se creuse au contraire davantage chaque jour. Les transferts financiers du Sud vers le Nord ont dépassé l'an dernier de 30 milliards de dollars les transferts financiers en sens inverse, le remboursement de la dette l'emportant sur les crédits nouveaux. Pour trouver remède à la situation dramatique dans laquelle se trouvent plongés des millions d'êtres humains sur notre planète, qui représente sans doute le risque le plus grave auquel l'humanité aura à faire face, je compte en effet prendre des initiatives précises.

- Je souhaite d'abord accroître l'aide accordée par la France au tiers monde et veiller à une amélioration de sa qualité et de son efficacité. Notre pays consacre déjà 0,54 % de son produit national brut à cette aide, ce qui le place en tête de tous les grands pays industrialisés. J'estime également nécessaire que l'on réexamine, pour les pays les moins avancés qui sont hors d'état de payer leurs dettes, les modalités de remboursement. Pour les plus pauvres, je n'exclus pas une annulation, selon des modalités comparables à celles qui ont été récemment utilisées par des pays comme le Canada.

- Mais, quel que soit l'effort qui est et devra être consenti par notre pays, il faut un effort concerté de tous les grands pays industrialisés. Je crois le moment venu de lancer un plan mondial de développement qui serait à l'échelle du tiers monde ce que le Plan Marshall a été à la reconstruction de l'Europe. Les pays qui disposent d'excédents financiers, en particulier le Japon qui, malgré un effort récemment accru, ne consacre encore que 0,29 % de son produit national brut à l'aide du tiers monde, devront y jouer un rôle tout particulier.\

QUESTION.- Croyez-vous que le "deuxième Bretton Woods" pour la création d'un nouvel ordre monétaire que vous proposez puisse devenir une réalité au cours de votre mandat ?

- LE PRESIDENT.- Lorsque j'avais évoqué un nouveau "Bretton Woods" en 1983, devant les ministres des affaires étrangères et des finances des pays de l'OCDE, j'avais dit que ce serait là l'oeuvre d'une génération. J'observe cependant que les esprits ont beaucoup évolué depuis cette date. En particulier, aux Etats-Unis, les inconvénients des systèmes de taux de change flottants sont maintenant admis. Je me réjouis des accords du Plaza en septembre 1985 qui, pour la première fois depuis des années, ont marqué la volonté des pays les plus riches de coopérer pour mettre de l'ordre dans l'évolution des monnaies et assurer une meilleure convergence des économies. J'ai également approuvé les accords du Louvre qui ont prolongé cette initiative. J'espère que ces prochaines années verront avancer la reconstruction d'un système monétaire international ordonné.\

QUESTION.- M. le Président, vous avez dit que vous n'avez pas de programme de réduction des dépenses militaires. Comment voyez-vous l'avenir de la défense européenne ?

QUESTION.- Nous aurons dans six mois notre propre élection présidentielle. Quels conseils formulez-vous à l'attention du nouveau Président des Etats-Unis ?

- LE PRESIDENT.- Je n'ai évidemment pas de conseils à donner. J'estime les qualités du grand peuple américain et si je suis élu je souhaite nouer avec son prochain Président des rapports de même nature que ceux que j'entretiens depuis sept ans avec Ronald Reagan. Faute de conseils qui ne me sont pas demandés, je pourrais formuler quelques souhaits : que les Etats-Unis continuent d'assumer pleinement leurs responsabilités de grande puissance et que le dialogue pour le désarmement engagé par le Président Reagan avec M. Gorbatchev se poursuive et que les relations entre nos deux peuples, qui partagent le même amour de la liberté, se développent et s'enrichissent.\